

COMMUNE DE BON-ENCENTRE
CONSEIL MUNICIPAL
Séance ordinaire du LUNDI 28 JUIN 2021 à 18 h
(Extrait du Registre)

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN, le 28 JUIN à 18 h, le Conseil Municipal de la Commune de BON-ENCENTRE légalement convoqué le 16 juin 2021, s'est réuni en séance ordinaire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : **29**

Étaient présents : Mme LAMY Laurence, M. AMELING Christian, Mme ANNETTE-OGIER Jacqueline, Mme CHATOT Magali, M. MOINEAU Philippe, Mme TREY D'OUSTEAU Brigitte, Mr BIELLE-BIARREY Laurent, Mme VILLA Pierrette, Mme PAILHORIE Anne, Mme ALBERTI-DEFFIS Véronique, M. DEGUIN Gérard, M. COUDERC Patrick, Mme FERRAND Isabelle, M. ROULET Pascal, M. GALABERT Vivian, M. VALERO Jean-Michel, Mme TABANON Chantal, M. GABEN Stéphane, M. JEANNE Vincent, Mme LAFFAGE Stéphanie, M. RAYSSAC Pascal, Mme DERRAMOND Laurence, Mme DERHOURHI Martine, Mme BARRAULT Simone, M. VIDAL Jean-Christophe, M. SCHEIFF Yanik.

Étaient représentés :

M. BRUNOT Philippe pouvoir à Mme DERHOURHI Martine
M. BRUGIDOU David pouvoir à Mme LAMY Laurence.

Absente :

Mme ESPINASSE France.

Magali CHATOT a été désignée secrétaire de séance.

2021.37 - OBJET : PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRES AU BENEFICE DES AGENTS DE LA COMMUNE ET DU CCAS DE BON-ENCENTRE.

VOTE : 28 voix Pour.

Mes Chers Collègues,

I - Exposé des motifs :

L'ordonnance n° 2021-175 du 17/02/2021, prise en application de l'article 40 de la Loi n° 2019-828 du 06/08/2019 de transformation de la fonction publique, a pour objectif de favoriser la couverture sociale complémentaire des agents en instaurant une obligation de participation des employeurs selon un calendrier défini.

Actuellement les agents peuvent souscrire les garanties suivantes :

- Risque « Santé » : risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité.

et/ou

- Risque « Prévoyance » : risques d'incapacité de travail, et, le cas échéant, tout ou partie des risques invalidité et liés au décès. On parle également de garantie « maintien de salaire ».

Dans le cadre de la participation employeur à la PSC, la collectivité employeur a la possibilité de participation via 2 dispositifs :

- La labellisation : permet aux agents d'adhérer librement à un contrat labellisé, ouvrant droit à une participation financière de l'employeur.

Ou

- La convention de participation : l'employeur conclut une convention après une procédure de mise en concurrence, et propose ce contrat à l'adhésion des agents de la collectivité.

Tous les agents territoriaux, quel que soit leur statut, peuvent adhérer de façon facultative et individuelle à un contrat de protection sociale complémentaire (Santé et/ou Prévoyance).

L'ordonnance du 17/02/2021 fixe des taux de participation minimum des employeurs publics :

- PSC « Prévoyance », la participation ne peut être inférieure à 20% d'un montant de référence fixé par décret. Cette disposition entrera en vigueur à compter du 01/01/2025.

- PSC « Santé », la participation ne peut être inférieure à 50% d'un montant de référence fixé par décret. Cette disposition entrera en vigueur à compter du 01/01/2026.

Il est proposé une mesure d'accompagnement, et afin d'inciter les agents de la collectivité à souscrire à la protection sociale complémentaire, une mise en œuvre et participation employeur versée dès le 01/01/2022.

Il est également rappelé que seuls les contrats et règlements labellisés dans le cadre des risques santé et prévoyance donneront lieu à une participation.

L'agent devra fournir la preuve que son contrat répond aux exigences posées par le décret n°2011-1474 en fournissant une attestation émanant de l'organisme concerné.

Il est proposé :

- De participer financièrement à la protection sociale complémentaire des agents de la commune et du CCAS ayant souscrit des contrats ou règlements labellisés sur les risques santé ou prévoyance, à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
- Que la participation financière mensuelle de la collectivité s'élève à :
 - o 10 euros par mois et par agent au titre du risque prévoyances.
 - o 15 euros par mois et par agent au titre du risque santé.

La participation annuelle prévisionnelle de la collectivité pour l'ensemble des agents s'élèverait donc à 30 000 €. La somme nécessaire sera engagée au budget afin de couvrir cette dépense.

II - Considérants et références juridiques :

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 83-634 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'article 22bis ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 25, 88-2, et 33 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif au nouveau dispositif de participation des employeurs locaux à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'avis du comité technique paritaire en date du 17.06.2021

Je vous remercie, Mes Chers Collègues de bien vouloir en délibérer.

**Entendu l'exposé de Madame le Maire,
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré
A l'unanimité**

DECIDE de participer financièrement à la protection sociale complémentaire des agents de la commune et du CCAS ayant souscrit des contrats ou règlements labellisés sur les risques santé ou prévoyance, à compter du 1^{er} janvier 2022.

PRECISE QUE la participation financière mensuelle de la collectivité s'élève à :

- 10 euros par mois et par agent au titre du risque prévoyances.
- 15 euros par mois et par agent au titre du risque santé.

Ainsi fait et délibéré en séance les JOUR, MOIS et AN susdits.

Le Maire
Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter des formalités de publication et de transmission en Préfecture.
Affichage le 5 juillet 2021

Pour copie conforme

Madame Le Maire

Laurence LAMY



Accusé de réception en préfecture
047-214700320-20210628-202137-DE
Date de télétransmission : 06/07/2021
Date de réception préfecture : 06/07/2021